

doc
CA1
EA
61C11
FRE

M
.b16 03619

Le **CANADA**

et le **PLAN** de **COLOMBO**

1951

1961

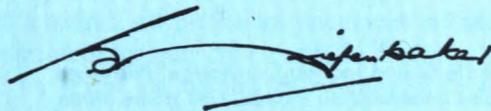
43.205-169.

A L'OCCASION du dixième anniversaire du Plan de Colombo, j'éprouve, comme tous les Canadiens et tous les peuples des autres pays parties à ce Plan, un juste sentiment de fierté au sujet des grandes réalisations qu'il a permises. Si le Plan de Colombo existe, c'est qu'on a compris que le progrès économique de toutes les régions du monde est une condition de toute paix satisfaisante et durable, conviction qu'il contribue d'ailleurs à affermir. Je songe non seulement aux vastes aménagements hydro-électriques, aux travaux d'irrigation, aux usines de traitement du poisson, aux bétonneries et aux diverses grandes entreprises réalisées en vertu du Plan de Colombo, mais aussi à l'esprit de collaboration et de solidarité internationales, éléments essentiels du dispositif. Certes, pendant des années, ces vastes travaux témoigneront éloquemment des techniques et des connaissances que leur exécution a exigées. Ils demeureront un symbole de l'esprit de collaboration internationale qui a amené les peuples d'une multitude de pays différents à mettre en commun leurs idées et leurs ressources au service d'une œuvre humanitaire, aussi extraordinaire à l'heure actuelle qu'il y a dix ans. La mise en œuvre du Plan de Colombo est un exemple frappant de ce que peut faire la collaboration entre pays qui s'unissent pour faire face aux obligations qu'ils ont les uns envers les autres.

Les Canadiens, de même que les peuples des autres pays du Commonwealth, sont particulièrement fiers du rôle qu'a joué le Commonwealth en inaugurant et en soutenant cet admirable Plan. Que l'idée qui a donné naissance à ce Plan se soit si rapidement et si efficacement répandue chez les autres nations, voilà qui indique bien la part importante et utile que le Commonwealth peut prendre dans les affaires internationales.

Notre association avec ces autres nations en Asie a revêtu la forme d'une coopération mutuelle dont tous ont pu bénéficier dans une remarquable mesure. Les Canadiens ont contribué de l'argent, des matériaux et des compétences et, en retour, ont profité énormément de l'expérience acquise en travaillant étroitement avec les nombreux peuples dont ils sont les partenaires dans la mise en œuvre de ce Plan.

Pour l'avenir, le principe du Plan de Colombo offre les plus beaux espoirs d'une vie mieux remplie et plus heureuse, but des divers peuples qui ont la bonne fortune d'être associés dans cette entreprise.



—le très honorable John G. Diefenbaker, premier ministre du Canada,
à l'occasion du dixième anniversaire de la
création du Plan de Colombo.

43-205-169.

ORIGINES DU PLAN DE COLOMBO

Le Plan de Colombo a pour objectif essentiel le relèvement des normes de vie et la solution des problèmes économiques et sociaux de certaines régions de l'Asie, grâce à la collaboration des pays de ces régions et de nations «de l'extérieur». Son titre officiel est le suivant: «Plan de Colombo pour le développement économique coopératif du Sud et du Sud-Est asiatiques». Il a été conçu au cours d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de tous les pays du Commonwealth, à Colombo, en janvier 1950.

Au moment où cette conférence avait lieu dans la capitale de Ceylan, le Sud-Est asiatique subissait une évolution profonde, qui d'ailleurs n'est pas encore terminée. Depuis 15 ans, on a vu naître en Asie des États nouveaux, tandis que d'autres connaissaient une véritable renaissance. A notre époque de mutation historique, les peuples asiatiques aspirent à une vie meilleure, tandis que partout dans le monde, comme au Canada, les hommes prennent conscience du sort de 700 millions de leurs frères qui vivent dans le Sud et le Sud-Est asiatiques et représentent un quart des habitants de notre globe.



Un spécialiste au travail avec des gens du pays.



Tissage chez des paysans du Sud-Est de l'Asie.

Tonlé-sap (le Grand lac) au Cambodge. Pêcheries des plus anciennes au monde. Lieu d'une étude par un spécialiste canadien sur les méthodes, le matériel et la commercialisation.



ONF Photo Bill McClelland



Richard Harrington

Région du défilé de Khyber, où le Canada a collaboré avec le Pakistan à la construction du barrage de Warsak. Dortoirs pour les travailleurs de l'autre côté de la rivière de Kaboul. A gauche, se détachant dans l'horizon, une maisonnette typique des tribus de la région.

Un professeur de l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (Laval) donne un cours sur le labourage à des étudiants vietnamiens.



Office national du film

En 1950 à Colombo, les délégués de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan qui venaient de conquérir leur indépendance, de concert avec les représentants de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni, rédigèrent la résolution suivante:

Il convient d'adopter d'urgence les mesures pouvant relever les normes de vie et promouvoir le bien-être des peuples du Sud et du Sud-Est asiatiques, afin de permettre à cette région, détentrice d'un immense potentiel, de jouer un rôle toujours croissant dans le bien-être et la prospérité de l'univers.

On organisa un Comité consultatif du Commonwealth, chargé de la mise en œuvre de ces objectifs. Comprenant les représentants des pays susmentionnés, il se réunit pour la première fois à Sydney, en Australie, en mai 1950. A l'issue de sa deuxième réunion, en septembre 1950, à Londres, on publia un document intitulé «Plan de Colombo pour le développement économique coopératif du Sud et du Sud-Est asiatiques». Ce rapport passait en revue les besoins économiques de la région, les programmes de mise en valeur élaborés par les gouvernements asiatiques intéressés et analysait l'aide extérieure indispensable à la mise en œuvre de ces programmes. C'est ce document qui est la charte originelle du Plan de Colombo, bien qu'aujourd'hui ce terme couvre le programme continu d'aide économique qui a pris corps depuis la publication de ce texte.



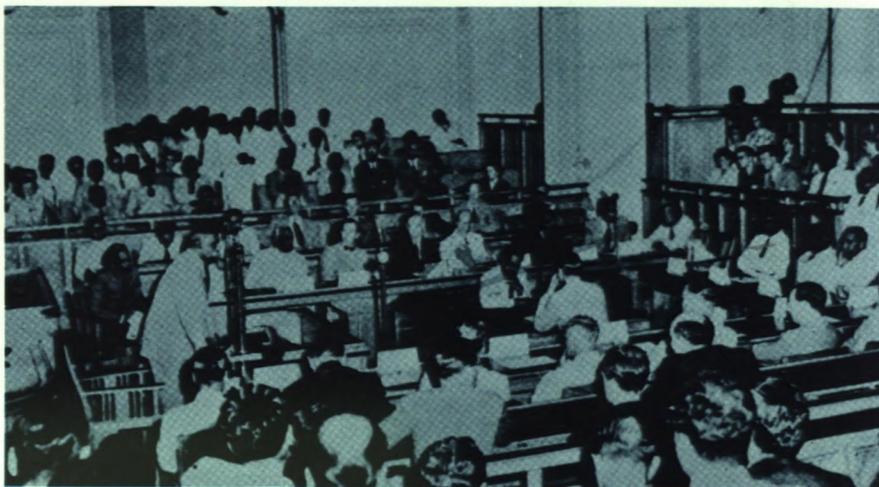
Colombo 1950 — Tokyo 1960

Ci-dessus: Le sénat à Colombo, Ceylan, où le Plan de Colombo a été conçu il y a dix ans.

A droite: Première séance.

Ci-dessous: Photo des délégués, Colombo, 1950.

Au bas de la page: douzième séance du Comité consultatif pendant le discours du premier ministre du Japon, Tokyo, 1960.



*Reproduit de l'«Historique du Plan de Colombo»
publié par le Service d'information de
Colombo (Ceylan).*

PAYS ENGLOBÉS PAR LE PLAN

Bien que lancé par les pays du Commonwealth, le Plan devait cependant englober les nations du Sud et du Sud-Est asiatiques qui ne faisaient pas partie de cette association, et l'on avait convenu dès le début qu'on accueillerait volontiers les pays des deux hémisphères, ce qui permit aux États-Unis et au Japon de s'associer au Plan. Voici la liste actuelle des pays du Plan et la date de leur adhésion:

Australie (1950)	Népal (1952)
Birmanie (1952)	Nord-Bornéo (1950)*
Cambodge (1951)	Nouvelle-Zélande (1950)
Canada (1950)	Pakistan (1950)
Ceylan (1950)	Philippines (1954)
États-Unis (1951)	Royaume-Uni (1950)
Inde (1950)	Sarawak (1950)*
Indonésie (1953)	Singapour (1950)*
Japon (1954)	Thaïlande (1954)
Laos (1951)	Vietnam (1951)
Fédération de Malaisie (1950)*	

* En 1950, la Malaisie, Singapour, Sarawak et le Nord-Bornéo devinrent membres associés, en même temps que le Royaume-Uni. La Malaisie devint membre ordinaire en 1957 et Singapour suivit son exemple en 1959.

NATURE DU PROBLÈME

Sous l'angle économique, le Sud et le Sud-Est asiatiques constituent une région sous-développée et, partant, leur production stagne à un niveau inférieur à celui des régions plus avancées, ce qui implique forcément des revenus très bas. Un peu partout, le revenu annuel moyen, par tête, est inférieur à 100 dollars. Il en résulte une épargne insuffisante pour améliorer la production, et l'activité économique n'est pas assez vigoureuse pour permettre à la plupart des habitants de se hausser au-dessus du palier d'une vie misérable. Il faut briser ce cercle vicieux et organiser les structures économiques d'une expansion normale. Le Plan de Colombo est basé sur la conviction que les habitants du Sud-Est asiatique, aidés par l'extérieur, peuvent atteindre un rythme d'essor économique grâce auquel ils connaîtront une vie pleine et fructueuse.

Que le problème soit urgent, cela saute aux yeux; mais la liste des réformes nécessaires est interminable, et nous n'en mentionnerons ici que quelques-unes.



Ouvrier indien battant du riz avec une machine à pédale.

Nations Unies

Dans les régions du Plan, l'agriculture est le principal gagne-pain; c'est donc dans les régions rurales qu'il faut amorcer les réformes. Mais songeons que les récoltes sont infiniment moins abondantes là-bas qu'aux États-Unis ou au Canada par exemple, tandis que la densité de la population y est souvent énorme. La terre ne suffit pas à nourrir tout le monde, et disettes et famines sur une grande échelle sont phénomènes courants. Il faut améliorer la production et les techniques agricoles, fournir des semences et des engrais de meilleure qualité, organiser l'irrigation et le drainage, acquérir de l'outillage mécanique, et maintes autres choses qui exigent à la fois des capitaux et une formation spécialisée. On doit simultanément encourager l'industrie pour qu'elle puisse absorber les millions de travailleurs que la terre ne peut faire vivre.

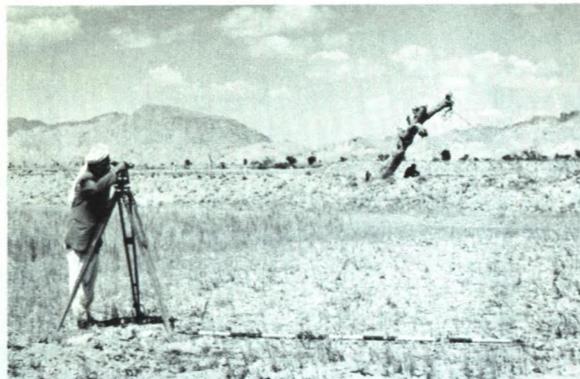
La région à l'étude détient des richesses naturelles considérables, dont certaines sont déjà mises en valeur. Depuis des générations, caoutchouc, étain, jute, thé, coton, épices, bois de construction alimentent en grandes quantités les marchés mondiaux. Toutefois, la plupart des pays du Sud et du Sud-Est asiatiques n'exportent que quelques produits primaires, et toute fluctuation de prix y cause d'inquiétants contre-coups. On doit par conséquent diversifier les économies en exploitant d'autres ressources, afin que les gens ne soient pas à la merci d'une gamme trop restreinte d'exportations.



Ingénieur canadien des lignes de transmission d'énergie exposant à de jeunes Cingalais, dans la vallée de Gal Oya, les méthodes modernes de construction de lignes.

Entretien entre ingénieurs canadiens et pakistanais sur les plans de la cimenterie Maple Leaf qui doit être construite à Daudkhal, au Pakistan, grâce à une contribution du Canada au Plan de Colombo.

Levé de plans au Pakistan.



Pakistan Industrial Development Corporation



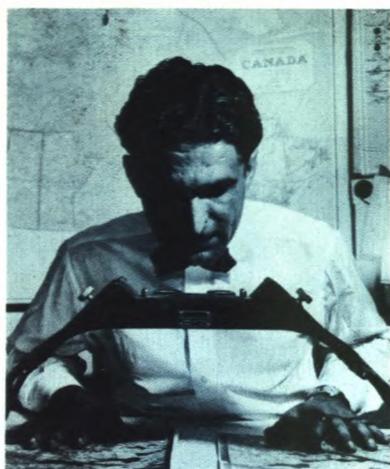
Office national du film



Aménagement du Mékong. Avion canadien servant aux relevés.

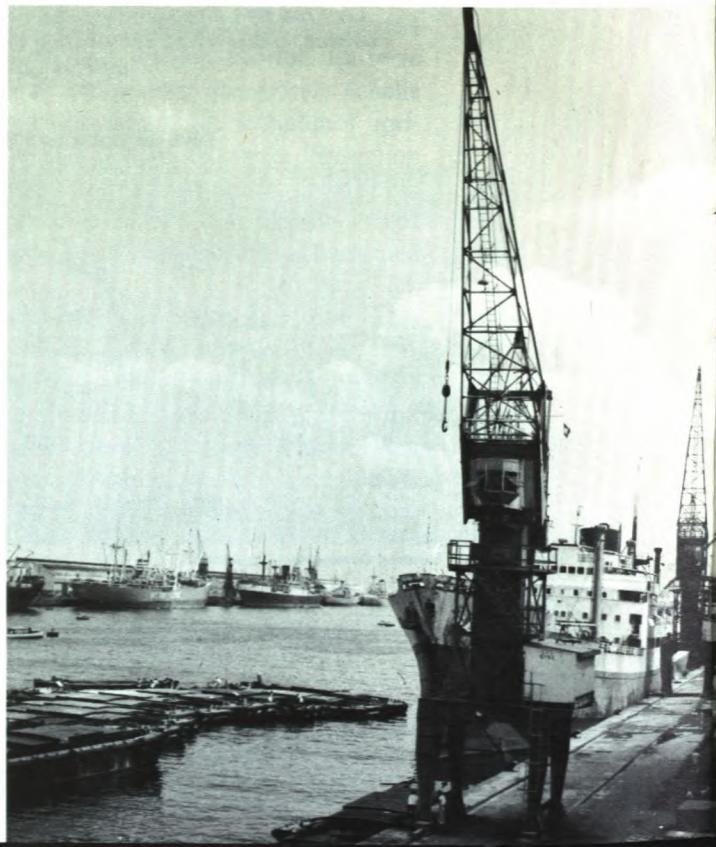
L'essor agricole et industriel dépend bien entendu de la présence d'énergie fournie par le pétrole, le charbon, l'hydro-électricité, ou un jour même l'atome. Dans certaines régions on trouve des gisements importants de pétrole et de charbon, et on pourrait ailleurs exploiter le potentiel hydro-électrique existant. En outre, tout progrès économique repose sur un réseau suffisant de voies de transport, sans lesquelles ne peuvent circuler produits alimentaires, matières premières, produits manufacturés, et se trouvent paralysées les exportations et importations toujours croissantes.

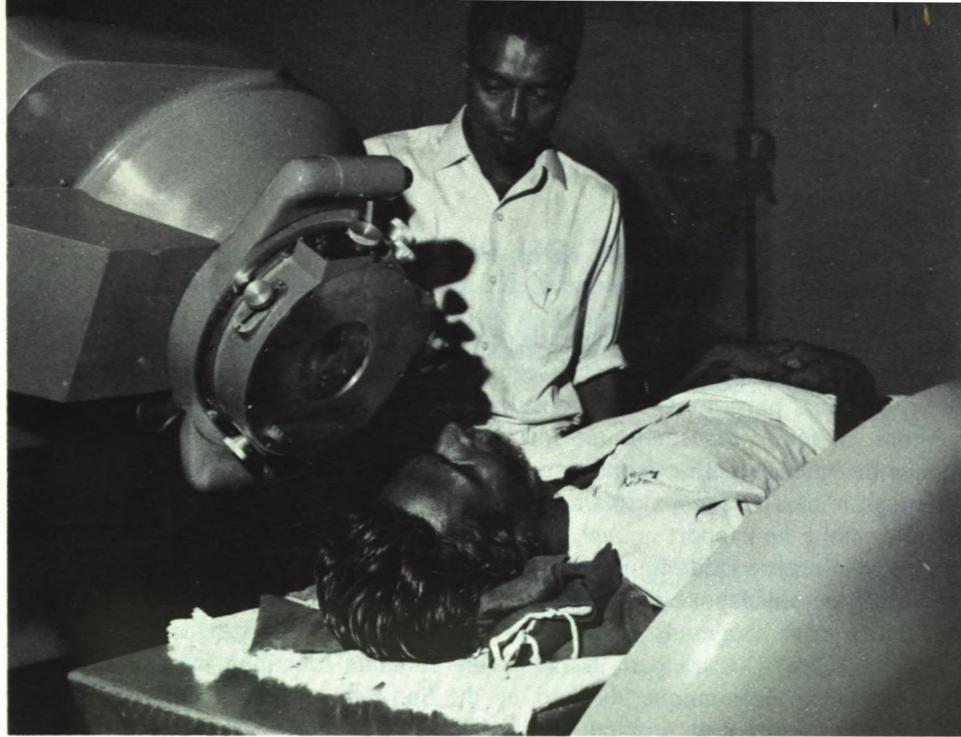
Grues canadiennes dans le bassin de Colombo.



Office national du film

Direction de la cartographie, ministère des Mines et des Relevés techniques, Ottawa: stagiaire pakistanaï du Plan de Colombo maniant un stéréoscope grossissant.





Appareil de thérapie au cobalt dans un hôpital cingalais.

Il importe également de réaliser des progrès dans les domaines de l'hygiène, de l'éducation et du logement. Des normes de vie très basses entraînent souvent une mortalité élevée, une carence d'installations médicales, une situation déplorable quant au logement, un analphabétisme inquiétant et un manque d'écoles. Tout cela ne pourra être redressé que lorsque l'essor économique en financera les frais—et cet essor ne peut être l'œuvre que d'hommes jouissant d'une bonne santé et d'une éducation solide. C'est pourquoi il convient de s'atteler à la fois au bien-être social et au développement économique.

Tous les pays couverts par le Plan de Colombo ont mis au point des plans et programmes variés, visant à mobiliser les maigres ressources existantes et à les orienter vers les secteurs les plus démunis, afin de provoquer une expansion correspondant aux besoins de chaque nation. Les ministres, membres du Comité consultatif, ont étudié les premiers plans élaborés dès 1950, et ont constaté que leur succès dépend des deux facteurs suivants: trouvera-t-on assez de main-d'œuvre qualifiée et assez de capitaux?

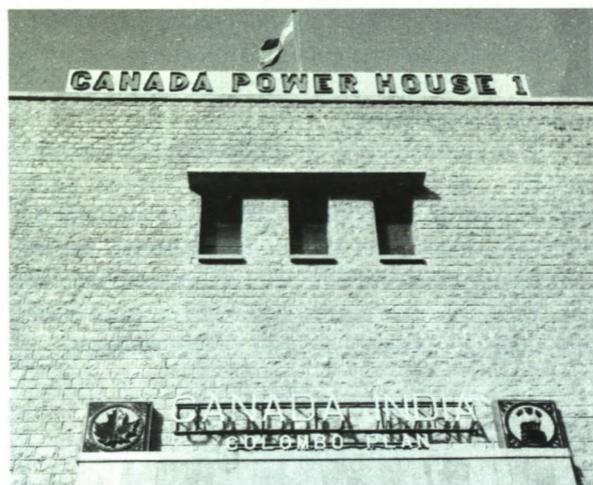
Dès le début il était évident que les problèmes économiques du Sud et du Sud-Est asiatiques ne seraient résolus en définitive que grâce aux efforts des populations de ces régions, qui, à leur tour, ne pourront, d'ici longtemps, se passer d'une aide extérieure. Mais le temps presse, car les Asiatiques rejettent leurs normes trop basses de vie, qu'ils peuvent aujourd'hui comparer facilement aux conditions plus prospères des autres régions. Les gouvernements d'Asie doivent donc à tout prix s'engager sans délai sur la voie du progrès.

LE FONCTIONNEMENT DU PLAN

Le Plan permet en principe de combiner les avantages d'une étude des problèmes de la région en cause et ceux d'une collaboration économique directe entre les divers pays. Le Comité consultatif, composé de ministres de chaque pays membre, se réunit désormais une fois par an pour étudier les progrès collectifs; chaque délégué soumet un rapport sur les étapes économiques franchies et présente les programmes de son pays et les questions qui le touchent. Après examen, le Comité publie un rapport annuel, sommaire des autres rapports et évaluation des progrès réalisés, de l'aide fournie et de la besogne à accomplir. Ainsi, tous les ans, les pays situés en dehors du Sud et du Sud-Est asiatiques apprennent de première main quels sont les grands problèmes à l'ordre du jour et distinguent les moyens de les résoudre. D'autre part, les ministres et hauts fonctionnaires intéressés au développement économique du Sud et du Sud-Est asiatiques comparent leurs méthodes respectives et profitent de l'expérience des autres. Au sein du Comité consultatif se déroulent des discussions dégagées de tout protocole et d'une remarquable franchise.

Cependant, cet organisme ne gère aucun fonds et n'intervient pas dans l'emploi des capitaux venant de l'extérieur. Cet emploi est déterminé par des discussions entre les pays qui offrent de l'aide et ceux qui en reçoivent. Ainsi le Canada analyse avec chacun des pays asiatiques couverts par le Plan les modalités d'assistance économique et technique. Cette formule permet aux nations visées par tel ou tel projet distinct de collaborer étroitement entre elles, tandis que leur coopération économique s'inscrit dans le cadre d'un vaste plan d'ensemble.

Centrale électrique près
du barrage de Kundah, dans l'Inde.



Le Programme de coopération technique du Plan de Colombo offre des services d'experts, des installations destinées à la formation des stagiaires et de l'équipement spécial. En outre, un Conseil composé de représentants des États membres se réunit régulièrement à Colombo pour examiner le fonctionnement du Plan et discuter des problèmes se rattachant à l'assistance technique. Le Conseil se charge aussi de communiquer tous renseignements utiles sur le Plan de Colombo.

Seul le Bureau rattaché au Conseil de coopération technique à Colombo possède un personnel permanent. Lui aussi se charge de diffuser l'information nécessaire.

Le rapport de 1950 prévoyait un programme de développement économique échelonné sur six années, de juillet 1951 à juillet 1957. Cette période fut prolongée postérieurement jusqu'en 1959. A l'heure actuelle, ce programme doit se terminer en 1966, mais dès 1964 les intéressés étudieront sa prorogation possible.

LE RÔLE DU CANADA

Crédits et méthodes—De 1950 à la fin de 1960, le Parlement canadien a voté au total 332 millions de dollars à titre d'aide aux pays asiatiques du Plan. Pour l'année financière 1950-1951, les crédits furent de 400,000 dollars, consacrés surtout au Plan de coopération technique; en 1951-1952, les crédits montèrent à 25.4 millions, à 34 millions en 1956-1957 et atteignirent 50 millions en 1959-1960.

L'aide du Canada s'est répartie sur quatre chapitres essentiels: assistance-équipement, produits industriels, denrées alimentaires, assistance technique. Jusqu'à présent cette aide a pris la forme de dons non remboursables, bien que des prêts aient été octroyés à titre supplémentaire à quelques-uns des pays de la région. Lors du vote annuel des crédits par le Parlement canadien, les gouvernements asiatiques intéressés sont avertis des montants disponibles et invités à indiquer dans quels secteurs ces prêts pourront être les plus utiles.

Le Canada ne fait aucun don financier direct aux pays du Plan, mais seulement des dons en marchandises et en matériel, ou des services techniques qui contribueront à la réussite d'un programme de développement donné. Le Gouvernement canadien choisit les projets en fonction de leur apport positif au Plan, et s'assure que les biens ou services requis sont disponibles au Canada et ne dépassent pas ses possibilités. Ainsi, le Canada ne fournit pas de matériaux de construction quand on peut en trouver en Asie; il écarte les demandes auxquelles il serait plus facilement répondu par d'autres pays membres du Plan, ou par l'une des institutions internationales chargées de l'assistance économique et technique.



Ponton-grue embarquant une locomotive envoyée à Ceylan par le Canada, dans le cadre du Plan de Colombo.

PROJETS D'ASSISTANCE-ÉQUIPEMENT

Énergie et irrigation

Ce genre d'assistance, accordée par le Canada, a servi à créer ou améliorer les infrastructures économiques des pays bénéficiaires qui, tous, doivent songer à organiser d'abord leurs réseaux générateurs et transmetteurs d'électricité. Le Canada est bien placé pour les aider dans ce domaine; il a contribué à la conception, à la construction et à l'équipement de la centrale hydro-électrique de Mayurakshi et des barrages de l'Umtru et de la Kundah dans l'Inde, ainsi que des barrages de la Warsak et de Shadiwal dans le Pakistan occidental.

Jour de marché à Mayurakshi (Inde). Le barrage du Canada à l'arrière-plan.

Office national du film





Ingénieur canadien aidé d'un membre d'une tribu pakistanaise, près de l'aménagement hydro-électrique de Warsak, au Pakistan.

Office national du film

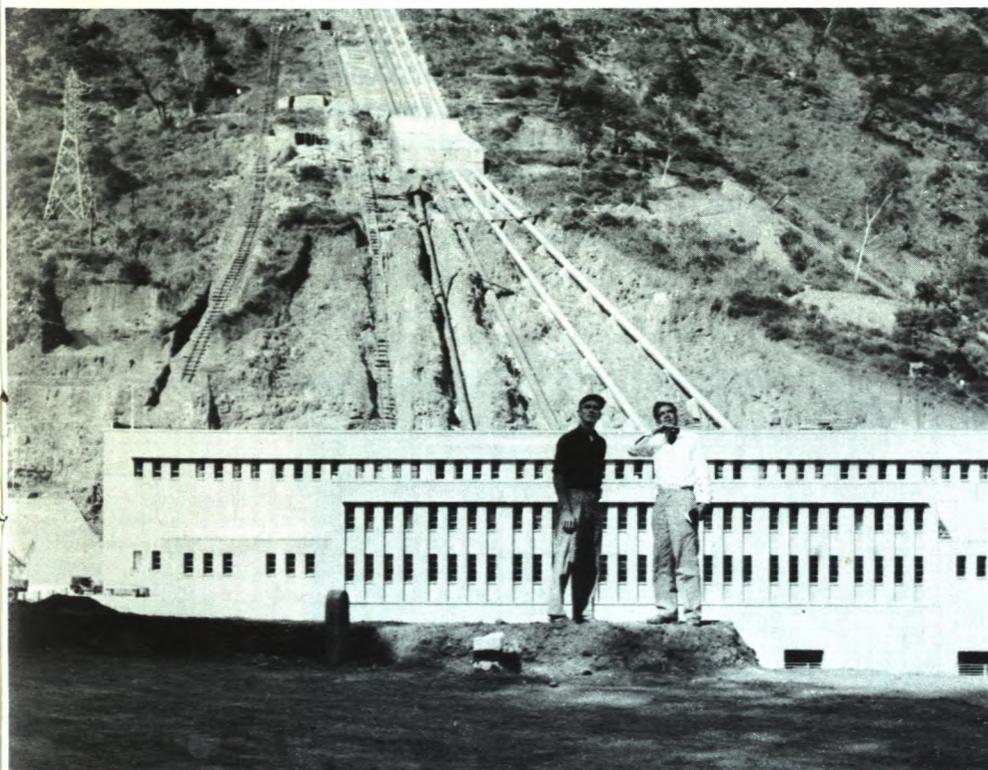
Warsak—Inauguré au début de l'année, le barrage de la Warsak représente la plus importante des contributions canadiennes dans ce domaine, soit près de 37 millions de dollars. Le Pakistan a versé un montant semblable pour couvrir les frais locaux. La centrale est située sur la rivière Kaboul, près de la fameuse passe de Khaïbar, dans une des régions de l'univers où le terrain est le plus difficile. Warsak témoigne de l'éclatante habileté technique de notre époque, qui a permis de résoudre des problèmes jusqu'alors inédits. Une galerie de dérivation de 37 pieds de diamètre et de 1,700 pieds de long a été creusée dans des rochers d'un percement extrêmement difficile. Le débit de la rivière est si irrégulier qu'on n'avait que 7 mois par an pour construire le barrage dans son lit. Les digues et caissons hydrauliques ont été conçus et installés suivant des formules inusitées au Canada. La galerie de dérivation fournira de l'énergie hydro-électrique au nord-ouest du Pakistan et aux régions avoisinantes, et canalisera sans doute assez d'eau pour irriguer environ 100,000 acres de plaines arides dans les plaines de Peshawar.



Le barrage de Warsak sur la rivière de Kaboul, éclairé par des réflecteurs.

Office national du film

Barrage de la Kundah—La centrale de Warsak a été inaugurée en janvier 1961, en présence de M. Gordon Churchill, ministre canadien des Affaires des anciens combattants; dans le courant du même mois, M. Churchill a assisté à l'inauguration des stades 1 et 2 de la centrale de Kundah, en Inde, sur la rivière du même nom, baignant le pied des collines Nilgiri de Madras. Ce réseau d'énergie et d'irrigation comprendra 4 stades. Deux stations génératrices à la capacité combinée de 180,000 kilowatts ont coûté 23.5 millions au Canada, qui a envoyé en outre du matériel pour la construction de lignes de transport de force et de pylônes. De son côté, l'Inde s'est chargée des ouvrages d'art, y compris l'aménagement des barrages. L'énergie supplémentaire fournie par le réseau servira au premier chef à l'irrigation. Le troisième stade englobera la construction de trois nouvelles centrales d'une capacité collective de 185,000 kilowatts, l'installation d'un élément générateur complémentaire dans chacune des deux centrales existantes, l'addition de bassins de retenue et de dérivation sur la Kundah et ses affluents, ainsi que l'aménagement de lignes de transport de force raccordant les diverses centrales entre elles, et les liant toutes au réseau électrique de Madras. Le Canada vient de consentir un crédit de 22.2 millions pour la fourniture de matériaux, d'équipement et de services du génie nécessaires au troisième stade.



*Ingénieurs canadiens
et indiens au barrage
de Kundah, en Inde.*

*Soudeurs canadiens
et indiens au même
barrage.*



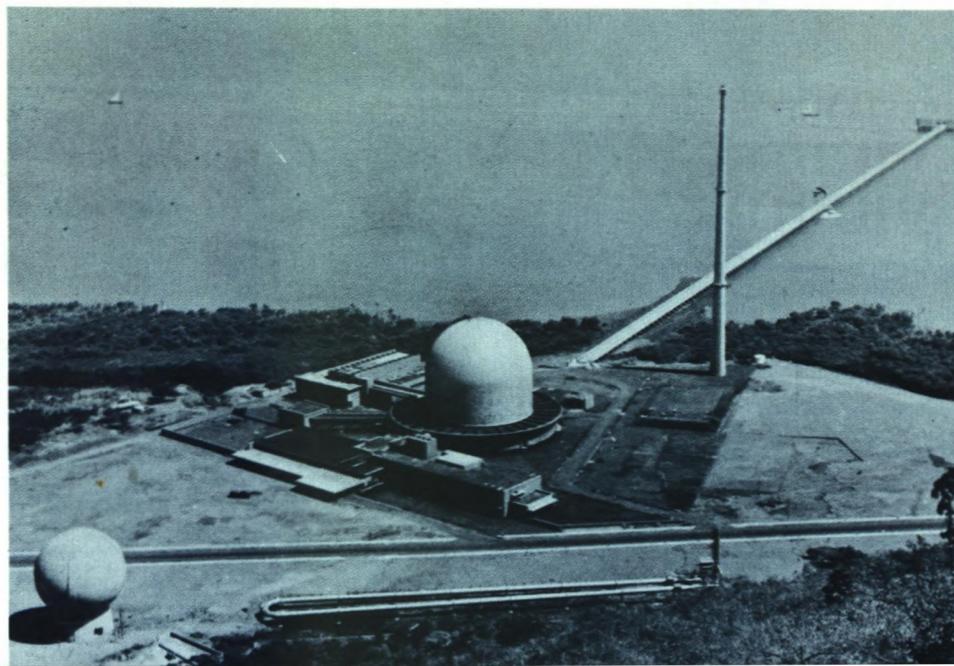
*Expert canadien et son assistant
travaillant aux pylônes
de transmissions, à Ceylan.*



En outre, le Canada a donné deux centrales thermo-électriques de 5,000 kilowatts chacune qui serviront aux installations du Gange-Kobadak, près du confluent du Gange et du Brahmapoutre, au nord-est de Dacca. Il a construit à ses frais une centrale thermique à Goalpara, également située dans le Pakistan oriental. Ceylan, l'Inde et le Pakistan ont bénéficié de l'aide canadienne en matériaux, en équipement et en services de spécialistes chargés de superviser la construction de lignes de transport de force et de pylônes.

Pile atomique—Entreprise de grande envergure et de nature exceptionnelle, la pile canado-indienne est une œuvre du Canada dans l'Inde. Située près de Bombay, cette pile a été officiellement inaugurée en janvier 1961. Instrument de recherches avancées, elle est du même type que le réacteur NRX de Chalk-River, au Canada. Elle sera l'élément essentiel d'un programme de recherches mené par l'Inde sur l'emploi pacifique de l'énergie atomique et auquel pourront participer les savants étrangers travaillant dans la région. La pile et les services connexes d'entretien ont coûté au Canada près de 9 millions de dollars.

Le réacteur canado-indien de Trombay.



Transports et communications

Il va sans dire que le développement économique de tout pays ou de toute région dépend en grande partie des moyens de transport. La seconde guerre mondiale avait gravement endommagé les routes et voies ferrées du Sud et du Sud-Est asiatiques, détruisant plus d'un tiers des pistes, anéantissant chemins, ponts et embarcations, tuant les bêtes de somme. Le réseau et le matériel de transport ont été rétablis dans une certaine mesure au cours des seize dernières années, mais il s'en faut de beaucoup que tous les chemins de fer soient reconstruits. En outre, la région a besoin aujourd'hui de voies de transport plus nombreuses que naguère. La multiplication des centrales hydro-électriques, l'allongement des canaux d'irrigation et la prolifération des usines exigent le déplacement d'équipement lourd de construction que seules pourront supporter des chaussées nouvelles.

Le Canada a octroyé aux pays du Plan de Colombo plus de 43 millions de dollars pour divers projets de transports et communications. L'un des premiers fut celui de l'État de Bombay, mis en œuvre en 1952. A l'époque, le port de Bombay se trouvait engorgé par les cargaisons qui s'y accumulaient, faute de moyens de transports. Le Canada a envoyé des châssis de camions et d'autobus, des tracteurs, des carrosseries de camion, des remorques, des moteurs d'autobus diesel et des camions de ramassage ainsi que l'équipement nécessaire aux ateliers d'entretien et de réparations.

Le Gouvernement de l'Inde s'attache principalement à la remise en état des voies ferrées. Après la guerre, les réserves de matériel roulant étaient fort dégarnies, et l'Inde n'était pas en mesure de fabriquer le nombre voulu de locomotives. Dans le cadre du Plan de Colombo, le Canada, pouvant effectuer des livraisons plus rapides que les autres pays, envoya à l'Inde pour plus de 23 millions de dollars de locomotives à vapeur et de chaudières. Depuis cette époque, il lui a fait parvenir d'autres locomotives diesel, valant 2 millions de dollars, et des traverses en bois pour voies ferrées, représentant près de 5.5 millions.

Pakistan—Le Pakistan a reçu des traverses du même genre, pour plus de 2.5 millions.

Ceylan—Le Canada a accordé plus de 7 millions de dollars à Ceylan pour ses divers programmes de transports et contribué à la modernisation de ses voies ferrées en fournissant traverses et locomotives diesel. En outre, Ceylan a reçu des grues électriques pour le programme d'expansion des ports de mer, dans le cadre du Plan de Colombo. Le ministère cingalais de l'Aviation civile étend les installa-



Office national du film



Déroulement des câbles
aux chantiers de Gal Oya (Ceylan).

Locomotive de fabrication canadienne
donnée à Ceylan dans le cadre
du Plan de Colombo.

tions de l'aéroport de Ratmalana, afin de rendre ses pistes accessibles aux avions ultra-rapides, et le Canada a alloué près de \$367,000 à l'achat du matériel de télécommunication indispensable. Il a expédié des camions légers nécessaires au développement agricole de la vallée de Gal Oya, et les fonds de contre-partie obtenus par la vente sur place de farine canadienne ont servi à l'expansion du réseau de chemins vicinaux.

Indonésie—Le Canada a envoyé à l'Indonésie des avions Otter, qui contribuent à l'exploitation, dans les grandes îles, de vastes régions où pénétraient seuls jusqu'à présent les bateaux fluviaux et les trains de brousse.

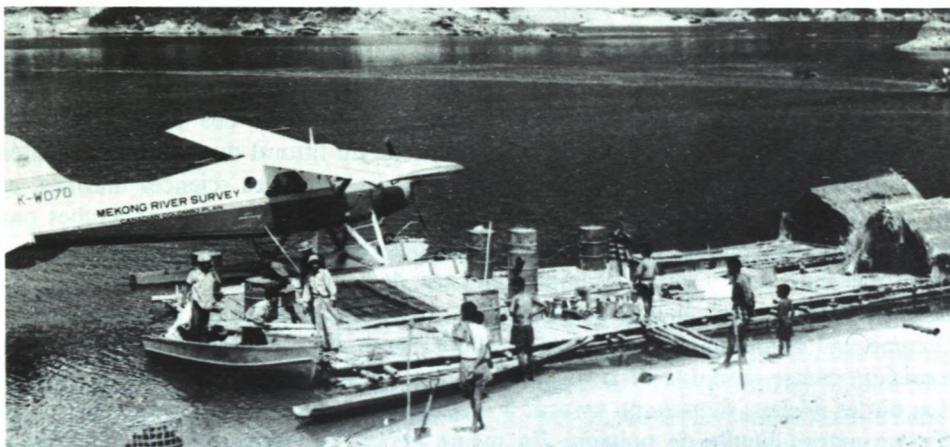
Birmanie—Le Canada s'est engagé récemment à aider le Gouvernement birman à construire un pont qui enjambera le Pazundaung et reliera l'agglomération suburbaine de Thaketa à Rangoon. Le Canada fournira pour \$900,000 de matériel et de services du génie; cette somme représente le coût en devises étrangères. Les frais locaux, qui équivaudront à \$950,000, seront défrayés dans une certaine mesure par les fonds de contre-partie provenant de la vente du blé donné antérieurement par le Canada à la Birmanie.

Technicien canadien se servant d'un enregistreur au cours du relevé aérien du Mékong effectué dans le cadre de la participation du Canada au Plan de Colombo.



Relevés de ressources

L'aérophotogrammétrie, qui permet une exploitation rationnelle des ressources, est fort développée au Canada. Les programmes d'aide du Canada ont fait une place de choix à ces relevés aériens, puisque Ceylan, l'Inde, le Pakistan et la Malaisie en ont tous bénéficié pour l'estimation précise des ressources de leur sol et de leurs richesses minérales. Dans le Sud-Est asiatique, le Canada fait le relevé aérophotogrammétrique d'une grande partie du Mékong, dans le cadre de son aide au Cambodge, au Laos, à la Thaïlande et au Vietnam-Sud. Riverains du bassin inférieur du Mékong, ces quatre pays en sont aux étapes préliminaires d'un programme conçu par la Commission économique de l'ONU pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et visant à exploiter les ressources de ce grand fleuve.



Avion canadien livrant des provisions à une équipe de travail au confluent du Nam Ca Dinh et du Mékong.

Agriculture

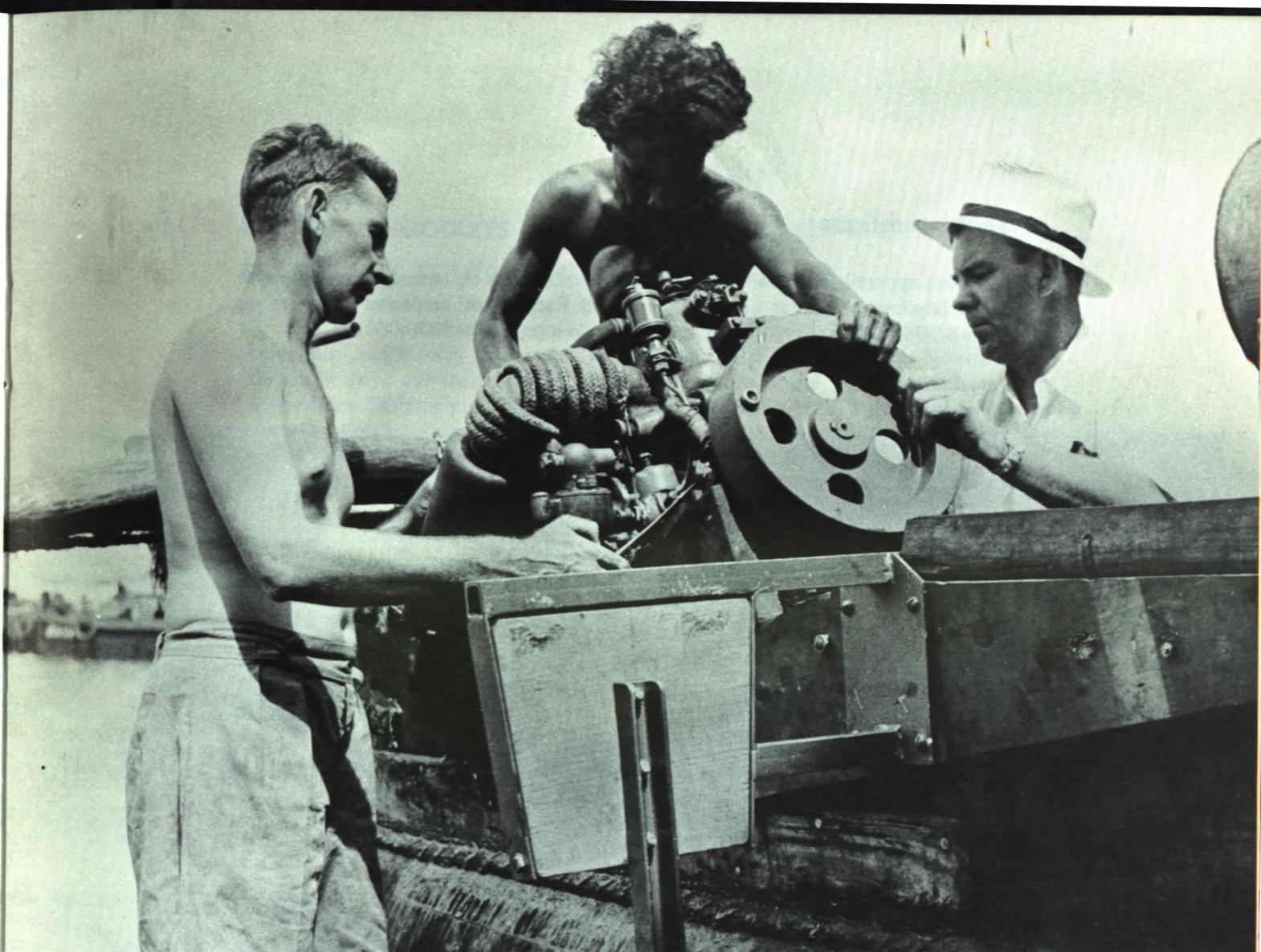
Le Canada a envoyé au Pakistan et à l'Inde des avions pour la vaporisation d'insecticides sur les champs en culture, et de l'outillage pour la lutte contre les plantes et animaux nuisibles; la Birmanie et le Pakistan ont reçu des pièces détachées de machines aratoires pour les ateliers de réparation; des cliniques vétérinaires volantes ont été organisées au Cambodge, des pompes portatives d'irrigation ont été envoyées à Ceylan, tandis que la Malaisie recevait de l'équipement nécessaire à la science des sols.

Dès le lancement du Plan, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont collaboré à la création d'une ferme modèle dans la région de Thal, au Pakistan occidental. Les réfugiés y trouvèrent les animaux de trait, le bétail laitier et autre, qui leur ont permis d'expérimenter des formules agricoles nouvelles. La ferme fournit également les semences convenant à la région et constitue un centre de recherche dont profitent les cultivateurs réfugiés. Le Canada y a envoyé des machines et de l'outillage aratoires.

En outre, l'Inde et le Pakistan ont bénéficié d'un versement de près de \$101,000 à l'Institut de contrôle biologique du Commonwealth, qui va créer un centre de recherches sur le contrôle biologique à Bangalore, au sud de l'Inde, et un autre centre semblable à Rawalpindi, au Pakistan.

Pêche

Ceylan—L'essor de l'industrie de la pêche a contribué à pallier la carence alimentaire dans le Sud-Est asiatique. La contribution la plus importante du Canada dans ce domaine a été la part qu'il a prise à la fondation d'un centre expérimental de pêche à Ceylan, qui se propose d'augmenter le volume des prises et d'améliorer la manutention et la commercialisation du poisson en vue de remédier au manque grave de protéines dans le régime alimentaire des populations. Le Canada a envoyé à Ceylan deux bateaux de pêche du littoral du Pacifique, montés par des équipages canadiens, un biologiste spécialisé dans les sciences marines, et un spécialiste de la pêche. Au premier stade, les expériences et les recherches ont porté surtout sur l'étude des mœurs des poissons, de leurs terrains de chasse, etc. On a enseigné aux pêcheurs l'emploi efficace de leur matériel. Dernièrement, le Canada a fourni un chalutier, qui servira aux étapes suivantes du programme. Comme une bonne partie des prises se gâtait, faute d'installations frigorifiques, on a créé un centre moderne de réfrigération, ainsi qu'une petite usine de transformation où les déchets de poisson servent à la fabrication de tourteaux ou d'engrais, et où l'on extrait l'huile de poisson. En même temps, le Gouvernement cingalais a aménagé un excellent port de pêche flanqué d'un brise-lames à proximité du centre frigorifique, à la porte duquel les pêcheurs peuvent désormais débarquer leurs prises.



Office national du film

Capitaine d'un chalutier canadien installant un moteur intérieur sur une embarcation du pays, à Ceylan.

Les premières étapes du programme ont bénéficié de l'envoi, par le Canada, de machines marines, de matériel de laboratoire, d'outillage d'atelier et d'équipement de pêche.

Malaisie—En 1960, le Gouvernement canadien a entrepris d'aider la Malaisie à organiser ses pêches sur le littoral est, où se posent de graves problèmes d'entreposage et de commercialisation. Le Canada a fourni des entrepôts frigorifiques pour les prises de deux navires transporteurs de pêche, et trois camions calorifugés. Mais l'apport canadien le plus précieux pour la Malaisie sera l'envoi d'éléments de réfrigération et d'entreposage frigorifique et de pièces détachées pour la construction des édifices préfabriqués où ils seront installés.

Santé publique

Des appareils de cobaltothérapie pour le traitement du cancer ont été envoyés à dix hôpitaux d'Inde et de Birmanie, et 88 Facultés de médecine des pays du Plan de Colombo ont reçu des livres d'une valeur totale de \$220,000.



Cours d'une infirmière canadienne à l'hôpital universitaire de Patna, dans l'Inde.

Office national du film

Voilà une brève énumération de quelques-uns des programmes d'assistance-équipement pris à charge par le Canada, de concert avec les autres pays du Plan de Colombo.

OCTROI DE PRODUITS DE BASE ET FONDS DE CONTRE-PARTIE

Le Canada a fourni aux pays bénéficiaires du Plan de Colombo des produits alimentaires, des métaux, des engrais, de la pâte à papier et de l'amiante, indispensables aux pays qui manquent de devises étrangères et qui doivent cependant importer des matières premières pour l'industrie et l'agriculture. Pour combler la disette de céréales alimentaires, le Canada a fourni, toujours sous l'égide du Plan, pour 67 millions de dollars de blé et de farine, et octroyé 35 millions en subventions spéciales.

Quand le Canada fournit des produits de base (métaux, produits alimentaires, etc.), qui entrent dans les courants réguliers de répartition et de consommation, les gouvernements bénéficiaires ouvrent un crédit en devises locales, correspondant à la valeur des produits fournis, calculée en dollars canadiens. Ces «fonds de contre-partie» demeurent la propriété du pays intéressé, mais servent uniquement au financement de programmes économiques approuvés par le Gouvernement du Canada. Cette formule permet de servir les desseins d'expansion économique du Plan de Colombo, dans tous les cas où le Canada accorde, en guise d'aide, des biens de consommation.

*Blé canadien expédié au Pakistan
aux termes du Plan de Colombo pour remédier
à une disette alimentaire.
Déchargement à Karachi.*



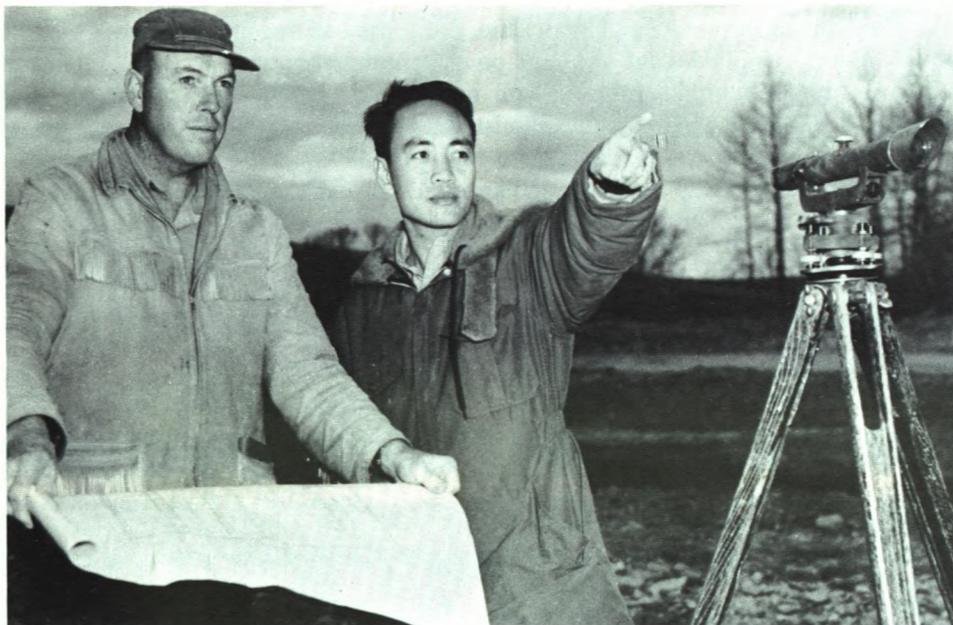
ASSISTANCE TECHNIQUE

L'assistance technique du Canada aux pays du Plan se répartit en deux catégories distinctes, selon qu'il envoie en Asie du Sud-Est des spécialistes: enseignants, conseillers, techniciens, ou qu'il accueille chez lui des stagiaires asiatiques qui continuent leurs études ou leur formation professionnelle.

Au cours de la dernière décennie, 173 Canadiens ont rempli des missions techniques dans le cadre du Plan de Colombo: instituteurs et professeurs, instructeurs d'aviation, spécialistes de la pêche, agronomes, experts des structures coopératives, ingénieurs, comptables, infirmières, médecins, géologues, statisticiens, savants, administrateurs et experts de toutes sortes. Nombre de spécialistes furent chargés du rôle de conseiller et d'instructeur dans le cadre de programmes d'assistance-équipement, comme ce fut le cas par exemple pour les biologistes et les spécialistes des coopératives et de la pêche attachés au Plan de développement de la pêche de Ceylan, et pour les opérateurs de groupes générateurs à Warsak, dans le Pakistan. Dans certains cas, ces techniciens étaient accompagnés de leurs femmes, qui souvent devinrent institutrices, à titre bénévole, dans les écoles, ou institutrices en travaux artisanaux, et qui surent se rendre utiles dans tous les domaines. Certains enseignants canadiens et leurs femmes, habitant au fond de quelque jungle, se transformèrent en médecins et en infirmières, et même au besoin en conseillers agricoles.

Étudiants venus au Canada sous l'égide du Plan de Colombo

Au cours des dix dernières années, le Canada a reçu 1,500 stagiaires asiatiques, qui ont étudié une variété fort étendue de matières. Si l'on ne tient pas compte des subdivisions, on peut dire que ces jeunes gens ont abordé une soixantaine de disciplines distinctes, parmi lesquelles on pourrait citer les relevés aérophotogrammétriques, l'agriculture, l'instruction coopérative, le génie, la pêche, la sylviculture, l'hygiène, le développement industriel, l'administration publique, le bien-être social, les statistiques et la formation professionnelle. On tâche toujours de lier la formation reçue au Canada aux programmes mis en œuvre dans les pays d'origine des étudiants, et plus particulièrement dans le cas des ingénieurs qui ont pris part à l'aménagement des centrales hydro-électriques dont il est question plus haut. Ainsi, une quarantaine de scientifiques, de techniciens et d'opérateurs attachés au ministère de l'Énergie atomique de l'Inde, ont fait au Canada des stages de durées diverses, pour y étudier la pile atomique NRX de Chalk-River, semblable en tous points au réacteur construit par le Canada à Bombay.



Stagiaire birman du Plan de Colombo au barrage Sainte-Marie dans le sud de l'Alberta.

Le Programme de coopération technique a attiré au Canada nombre de femmes d'Asie, qui ont reçu chez nous leur formation technique ou remporté des diplômes universitaires dans les domaines les plus variés, devenant médecins, infirmières, institutrices et ainsi de suite. Leur charme et leurs toilettes ravissantes ont laissé au Canada un souvenir ineffaçable. Plusieurs d'entre elles ont donné des conférences dans des cercles privés, parlant de leurs travaux et évoquant leur pays d'origine.

Au début de la mise en œuvre du Programme de coopération technique, des tournées d'observation de courte durée ont permis aux étudiants d'Asie de travailler dans des entreprises, des associations et des organisations privées dans toutes les provinces du Canada, ainsi que dans des bureaux à tous les échelons gouvernementaux. Toutefois, les États asiatiques du Plan de Colombo tendent de plus en plus à solliciter une formation scolaire et universitaire pour leurs jeunes. Pour commencer, le Canada n'accueillait que les candidats aux études supérieures au-delà du B.A., mais comme certains pays ayant adhéré tardivement au Plan de Colombo manquaient d'institutions spécialisées, le Canada a reçu, pour des périodes assez longues, des jeunes gens désireux de suivre des cours divers dans ses universités ou ses écoles techniques et commerciales. Les pays d'expression française du Sud-Est asiatique se tournent tout naturellement vers le Canada, et les établissements d'enseignement du Québec ont accueilli un bon nombre d'étudiants du Cambodge, du Laos et du Vietnam-Sud.

Le Canada offre encore aujourd'hui, à l'occasion, des programmes collectifs de formation, semblables à ceux dont pouvait profiter tout au début le personnel administratif inférieur du Pakistan, qui reçut chez nous une formation pratique poussée dans le domaine de l'administration publique à l'échelon municipal, provincial et fédéral. Récemment, cette formule collective a été étendue à l'agriculture, à l'occasion de l'Année pour l'amélioration des semences, lancée en 1961 par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et visant à augmenter les quantités disponibles de semences de qualité supérieure dans tous les pays de la région. Des fonctionnaires de Birmanie, d'Indonésie, du Népal, des Philippines, du Pakistan et de la Thaïlande ont passé quatre mois au Canada, pour y étudier nos

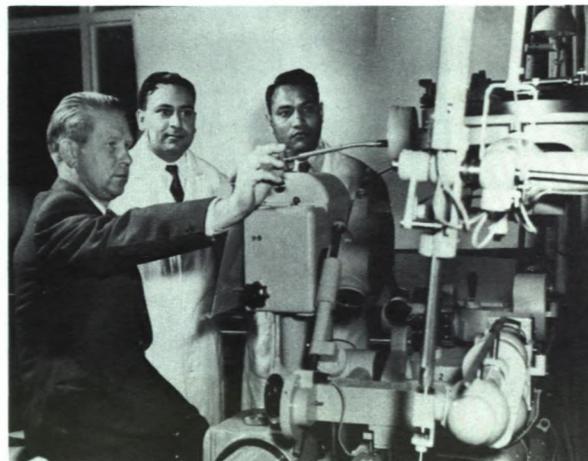
*Étudiant vietnamien à l'École d'agriculture
de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (Laval).*

Office national du film





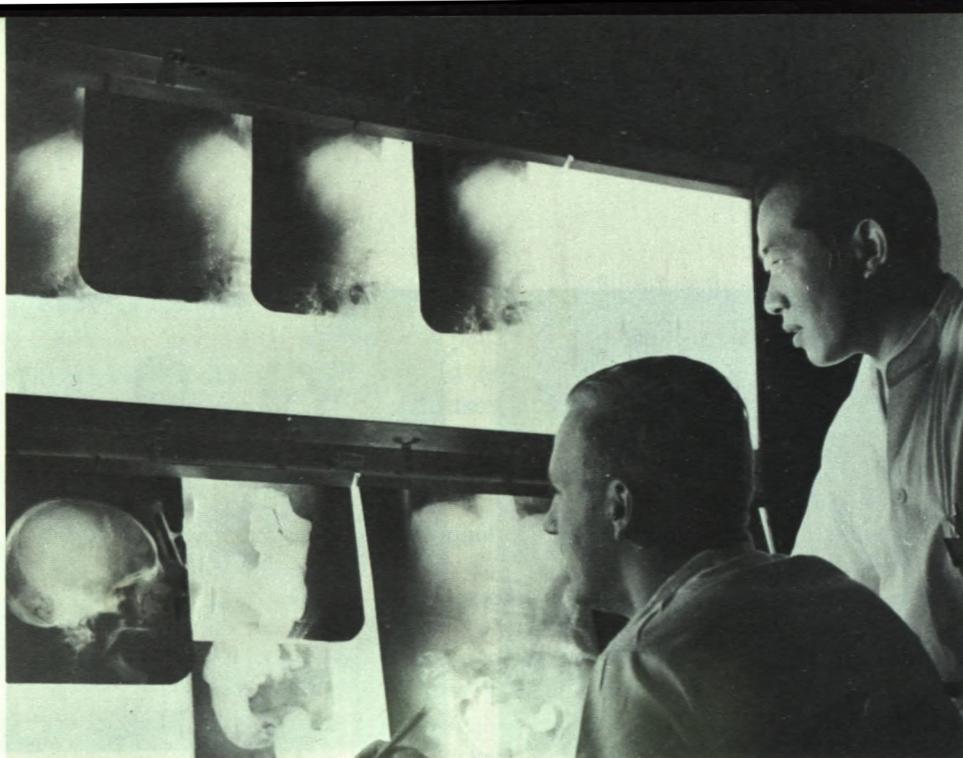
Un stagiaire pakistanais du Plan de Colombo fait des recherches sur la pénicilline au ministère de la Santé à Ottawa.



Deux fonctionnaires participant au relevé du Pakistan reçoivent des instructions sur le stéréoplanigraphe, utilisé en photographie aérienne et en photogrammétrie, Conseil national de recherche, Ottawa.

méthodes de culture, de manutention et de distribution des semences. De plus, des groupes de fonctionnaires asiatiques, à tous les niveaux de la hiérarchie, suivent au Canada des programmes touchant aux coopératives, au technogénie routier, à l'hygiène publique et à l'agriculture. Nos universités et nos écoles techniques ont collaboré volontiers à des programmes spéciaux destinés aux stagiaires en administration publique, en planification rurale et en urbanisme. Le Canada a mené à bien un intéressant programme pour l'enseignement des sciences, en collaboration avec le Gouvernement de l'Inde et la Dotation Ford: huit professeurs de sciences, choisis dans toutes les régions de l'Inde, ont suivi des cours d'un an au Collège d'Éducation de l'Ontario et, une fois leur diplôme obtenu, ont enseigné pendant une année dans différentes écoles de la province.

Mais le Canada ne se limite pas à des échanges d'étudiants ou de professeurs. Il comble le manque de personnel qualifié dans le Sud et le Sud-Est asiatiques, en envoyant du matériel et des livres aux écoles et aux universités de Birmanie, de Ceylan, d'Indonésie, de Malaisie, du Nord-Bornéo, du Pakistan, de Singapour et du Vietnam-Sud. En outre, pour mener à bien certains programmes d'assistance-équipement dont nous avons parlé, de nombreux ingénieurs et techniciens canadiens sont allés en Asie, pour y familiariser les indigènes avec les techniques modernes de construction, de réparation et d'entretien. On songe surtout à la centrale hydro-électrique de Warsak, où près de dix mille Pakistanais (appartenant pour la plupart aux tribus de la frontière du nord-ouest) ont appris de nouveaux métiers en travaillant sur le chantier pendant cinq ans.



Office national du film

Un stagiaire indonésien examine un diagnostic, au service de radiologie de l'Hôpital Royal Victoria, à Montréal.

Les déplacements de personnes entraînés par la mise en œuvre du Plan de Colombo comportent de grands avantages pour tous les participants, et le Canada n'en a pas été exclu. Les Canadiens ont dû adapter leurs méthodes à des conditions nouvelles et résoudre des problèmes inédits, élargissant ainsi leurs horizons professionnels et personnels. En outre, l'assistance technique fournie par notre pays nous a permis de faire connaître nos marchandises et de prouver l'excellence de nos services dans d'importantes régions du globe. Dans bien des cas, les stagiaires asiatiques ont approfondi nos connaissances dans les disciplines mêmes qu'ils abordaient chez nous; des étudiants poursuivant leurs études en vue de leur licence ou de leur doctorat ont fondé leurs thèses sur d'importantes recherches (surtout en agriculture et en médecine) dont ils ont fait profiter nos universités et nos organismes spécialisés, sans compter que ces étudiants ont inspiré de nouvelles idées ou proposé de nouvelles méthodes à leurs collègues canadiens.

Bref, le programme d'assistance technique du Plan de Colombo a permis la mise en commun des idées et des talents d'hommes venant de régions très différentes, et fils de cultures hétérogènes. D'un bout à l'autre du Canada, dans les universités, les sociétés commerciales, les organismes gouvernementaux, étudiants et membres des professions libérales du Sud-Est asiatique poursuivent leurs études, tout en ouvrant aux Canadiens de nouvelles conceptions du monde, et les faisant bénéficier de leurs connaissances et de leur compétence technique, tandis que dans le Sud-Est asiatique les Canadiens font connaître leur propre univers aux habitants de cette région.

*Stagiaire birman étudiant
la radiothérapie à l'Ontario
Cancer Foundation (London, Ontario).*



Ontario Cancer Foundation

Office national du film



CONTRIBUTIONS DES AUTRES PAYS

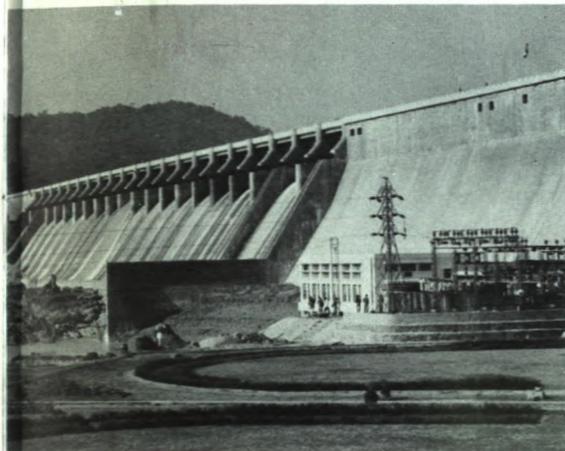
Chacun des pays qui participe au Plan de Colombo œuvre selon ses moyens et à sa manière pour le bien commun. Il est malaisé de comparer les contributions des pays donateurs, car leur aide emprunte des formes multiples et le coût varie beaucoup d'un cas à l'autre. C'est pourquoi nous éviterons tout barème statistique détaillé et nous nous contenterons de citer certains chiffres significatifs. Il faut songer aussi que la contribution la plus importante provient des pays mêmes où sont mis en œuvre les divers projets.

Le dernier rapport du Comité consultatif signale que depuis le lancement du Plan, jusqu'au milieu de 1960, les contributions ont représenté un total dépassant 8 milliards de dollars, dont plus de 7 milliards fournis par les États-Unis, par ses prêts, subventions, programmes d'assistance technique et dons de produits alimentaires. La contribution du Royaume-Uni s'est montée à près de 610 millions, et celle de l'Australie à environ 79 millions.

De 1950 à la fin du premier semestre de 1960, plus de 23,000 stagiaires ont profité du Programme de coopération technique, et 11,600 spécialistes ont été envoyés dans les pays du Sud et du Sud-Est asiatiques, par les États membres du Plan et diverses institutions de l'ONU. Ici encore les États-Unis ont fourni la part du lion, mais les autres pays ont fait figure honorable: l'Australie a fourni 492 experts, le Japon 220, la Nouvelle-Zélande 103 et le Royaume-Uni 385; en outre tous ces pays ont accueilli des stagiaires: l'Australie 3,076, le Japon 1,551, la Nouvelle-Zélande 738 et le Royaume-Uni 3,272.

Depuis quelques années, les rapports sur le Plan de Colombo soulignent à quel degré de plus en plus grand les pays de la région ont pu s'entraider surtout dans le domaine de la coopération technique. Ainsi, l'Inde a reçu plus de 1,400 stagiaires des autres pays du Plan auxquels elle a fourni d'ailleurs 33 spécialistes. La Birmanie, le Ceylan, l'Indonésie, le Pakistan et les Philippines se sont également rangés parmi les pays donateurs.

Il est évident que le Plan de Colombo n'est pas la seule source d'aide économique et technique dont profitent le Sud et le Sud-Est asiatiques, car il y a les Nations Unies et leurs institutions spécialisées. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a prêté plus d'un milliard de dollars au cours des dix dernières années.



Le barrage du Canada, à Mayurakshi (Inde).



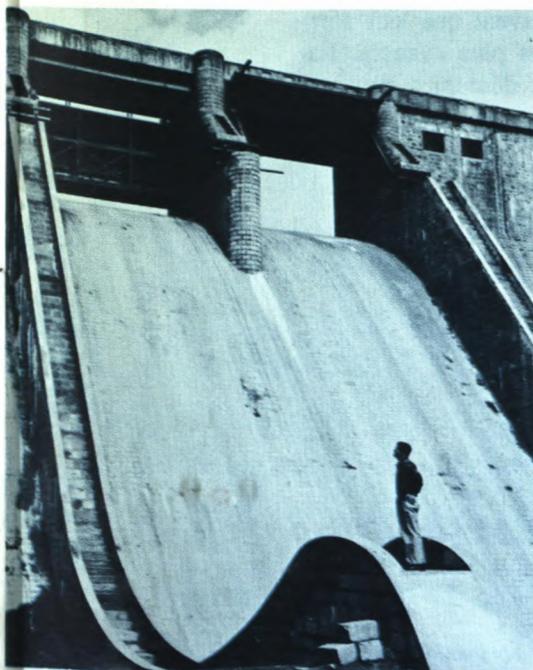
Centrale en cours de construction à l'aménagement de Warsak (Pakistan).



Siège à Vientiane, Laos, de l'équipe canadienne qui participe au relevé du Mékong.

LES RÉUSSITES DU PLAN

Depuis 1950, nombre de pays de la région à l'étude ont beaucoup accompli dans le domaine économique et social. Ils ont créé de nouvelles industries, irrigué de vastes étendues, fourni de l'électricité à d'immenses régions, amélioré leur production agricole; ils ont instruit et formé un grand nombre de personnes, combattu l'analphabétisme et enrayé les ravages des maladies. Dans tout cela, le Plan de Colombo a joué un rôle essentiel, car il a stimulé le progrès et fourni de précieuses ressources venant de l'extérieur.



ONF-Richard Harrington

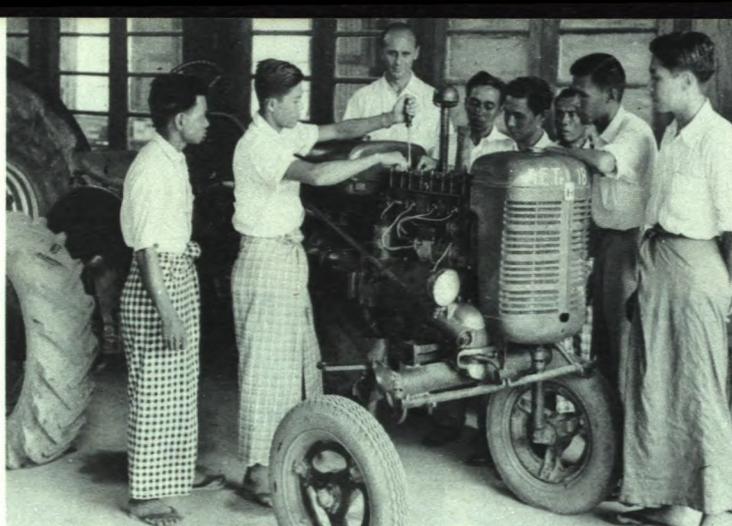
Le barrage du Canada, à Mayurakshi. L'entreprise comprend des travaux d'irrigation ayant pour objet d'accroître la productivité de 600,000 acres et la construction d'usines génératrices qui serviront à l'électrification rurale.



Vue du port cingalais aménagé pour les bateaux de pêche. Au centre, l'emplacement de l'entrepôt frigorifique et de l'usine de traitement des sous-produits, réalisé par le Canada dans le cadre du Plan de Colombo. Les fonds de contre-partie provenant de la vente de la farine fournie par le Canada ont servi à la construction des brise-lames.



Office national du film



En Birmanie: instructeur canadien avec un groupe d'étudiants.

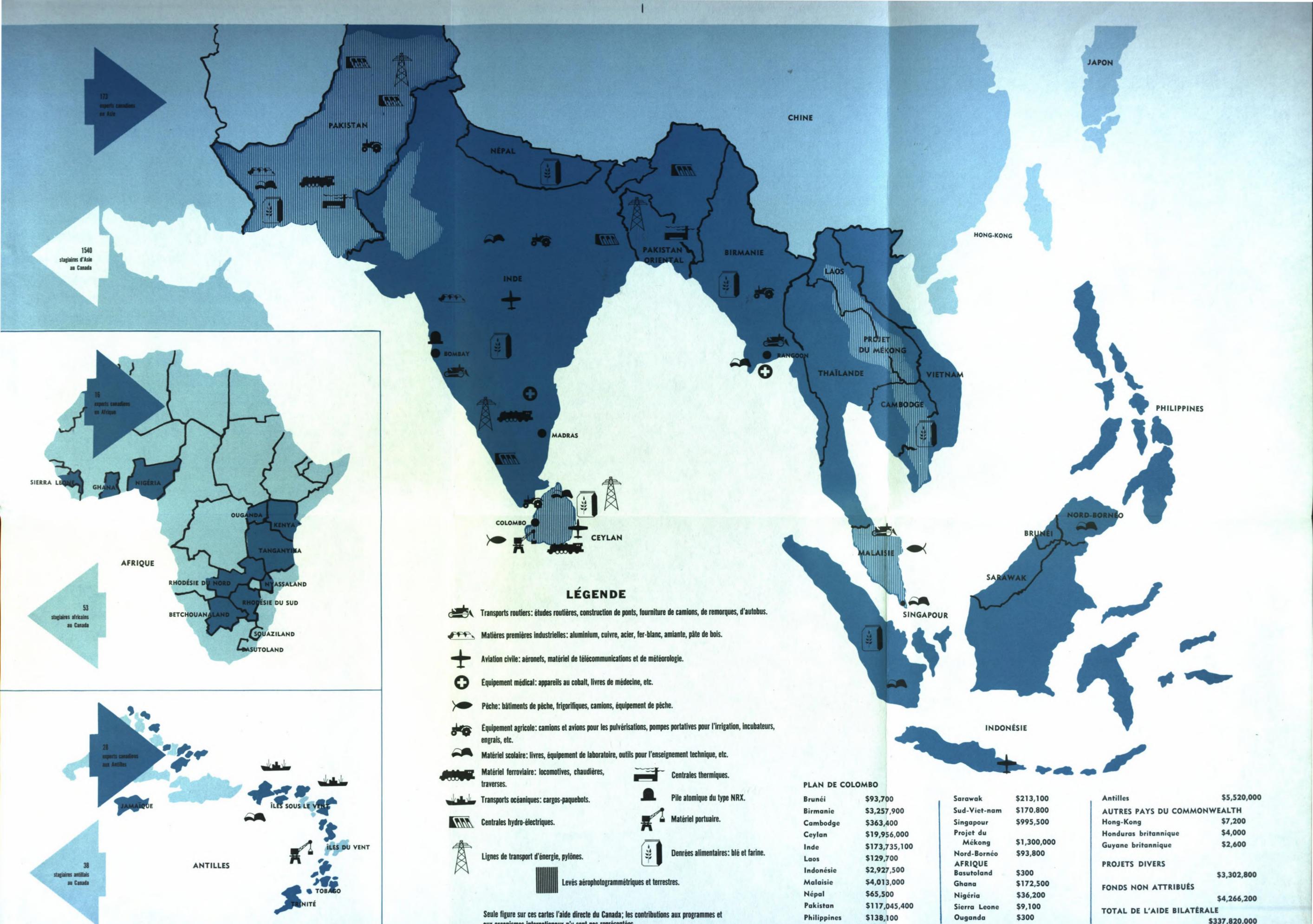
Un membre de l'Office technique des pêches du Canada examine un filet de pêche non loin de l'entreprise nationale, à Ceylan.

Mais il n'y a pas de raccourci sur la voie de l'essor économique, et il reste encore bien du chemin à parcourir. Il est vrai que les revenus nationaux s'accroissent chaque année de 3 à 5 p. 100 suivant les pays, mais la population ne reste pas stationnaire; elle augmente d'environ 2 p. 100 par an. Ce pourcentage ne semble pas excessif, mais traduit en chiffres absolus, il montre qu'aujourd'hui le Sud et le Sud-Est asiatiques comptent au bas mot 100 millions d'âmes de plus qu'ils n'en avaient en 1950. C'est pourquoi une production accrue n'a pu encore modifier sensiblement le revenu annuel moyen. Le Plan a pour objectif le relèvement des normes moyennes d'existence, mais il faut pour cela accélérer considérablement le rythme de l'expansion économique.

Les structures sous-jacentes à cette accélération ont été établies dans nombre de pays au cours de la dernière décennie. Dans toute la région à l'étude, une planification méthodique est en cours, et on a une partie de la main-d'œuvre qualifiée et des biens d'équipement indispensables, grâce en grande partie au Plan de Colombo. Aujourd'hui, des millions d'habitants de l'Asie savent que leur sort peut être amélioré, car ils peuvent compter sur l'aide des pays plus avancés. La mise en œuvre du Plan a prouvé que nations possédantes et démunies peuvent collaborer librement au relèvement des niveaux de vie.



A l'œuvre sur un des chalutiers canadiens, à Ceylan.



173 experts canadiens en Asie

1540 stagiaires d'Asie au Canada

16 experts canadiens en Afrique

53 stagiaires africains au Canada

28 experts canadiens aux Antilles

38 stagiaires antillais au Canada

- LÉGENDE**
- Transports routiers: études routières, construction de ponts, fourniture de camions, de remorques, d'autobus.
 - Matières premières industrielles: aluminium, cuivre, acier, fer-blanc, amiante, pâte de bois.
 - Aviation civile: aéronefs, matériel de télécommunications et de météorologie.
 - Équipement médical: appareils au cobalt, livres de médecine, etc.
 - Pêche: bâtiments de pêche, frigorifiques, camions, équipement de pêche.
 - Équipement agricole: camions et avions pour les pulvérisations, pompes portatives pour l'irrigation, incubateurs, engrais, etc.
 - Matériel scolaire: livres, équipement de laboratoire, outils pour l'enseignement technique, etc.
 - Matériel ferroviaire: locomotives, chaudières, traverses.
 - Centrales thermiques.
 - Transports océaniques: cargos-paquebots.
 - Pile atomique du type NRX.
 - Centrales hydro-électriques.
 - Matériel portuaire.
 - Lignes de transport d'énergie, pylônes.
 - Denrées alimentaires: blé et farine.
 - Levés aérotophogrammétriques et terrestres.

Seule figure sur ces cartes l'aide directe du Canada; les contributions aux programmes et aux organismes internationaux n'y sont pas représentées.

PLAN DE COLOMBO		AFRIQUE		ANTILLES	
Brunéi	\$93,700	Basutoland	\$300	Antilles	\$5,520,000
Birmanie	\$3,257,900	Ghana	\$172,500	AUTRES PAYS DU COMMONWEALTH	
Cambodge	\$363,400	Nigeria	\$36,200	Hong-Kong	\$7,200
Ceylan	\$19,956,000	Sierra Leone	\$9,100	Honduras britannique	\$4,000
Inde	\$173,735,100	Ouganda	\$300	Guyane britannique	\$2,600
Laos	\$129,700			PROJETS DIVERS	\$3,302,800
Indonésie	\$2,927,500			FONDS NON ATTRIBUÉS	\$4,266,200
Malaisie	\$4,013,000			TOTAL DE L'AIDE BILATÉRALE	\$337,820,000
Népal	\$65,500				
Pakistan	\$117,045,400				
Philippines	\$138,100				

AIDE EXTÉRIEURE DU CANADA 1960*

*AU 31 DÉCEMBRE 1960

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20062083 2

DOCS

CA1 EA 61C11 FRE

Le Canada et le Plan de Colombo

1951-1961

43205169



60984 81800

*Publié par le ministère des Affaires extérieures
avec la collaboration du Bureau de l'aide extérieure*

ROGER DUHAMEL, m.s.r.c., IMPRIMEUR DE LA REINE
OTTAWA, CANADA, 1962